

# Réforme de l'AME : la droite maintient la pression sur Attal

Lors d'un rendez-vous à Matignon, jeudi, le premier ministre a confirmé aux chefs LR qu'il retoucherait le dispositif, mais sans donner de date

En 2023, les dirigeants du parti Les Républicains (LR) avaient pris l'habitude d'enchaîner les rendez-vous avec Elisabeth Borne, sur la réforme des retraites ou la loi « immigration ». Jeudi matin, Eric Ciotti (le président du parti), Bruno Retailleau et Olivier Marleix (chefs des sénateurs et députés LR) ont repris le chemin de la rue de Varenne pour échanger avec le nouveau premier ministre, Gabriel Attal, dans le cadre des consultations menées par ce dernier avec l'ensemble des formations politiques. Sur la forme, le rendez-vous a été cordial et le trio surpris par le côté juvénile de l'hôte de Matignon.

Sur le fond, Les Républicains ont rappelé M. Attal aux promesses d'Elisabeth Borne de réformer l'aide médicale d'Etat (AME), destinée aux étrangers en situation

irrégulière sur le territoire français, qu'ils jugent trop généreuse et dispendieuse. A défaut de la supprimer, la droite souhaite la transformer en « aide médicale d'urgence », bien plus restrictive. Cette modification de l'AME avait été exfiltrée, le 18 décembre 2023, du texte de loi sur l'immigration, contre la promesse d'un projet de loi spécifique pour début 2024. Une façon, pour Mme Borne, d'aboutir alors à un accord avec LR, sans perdre l'essentiel de sa majorité relative.

« Ma prédécesseure a effectivement adressé un courrier [au président LR du Sénat, Gérard Larcher, le 18 décembre] en prenant un engagement, cet engagement sera tenu », indiquait mardi Gabriel Attal, pendant les questions au gouvernement (QAG) à l'Assemblée nationale, en réponse à Olivier Marleix.

Le député LR d'Eure-et-Loir se disait méfiant. « Il m'a donné le sentiment de vouloir jouer franc-jeu sur ce dossier », rapporte-t-il, jeudi, en sortant de Matignon. Gabriel Attal s'est pourtant bien gardé de donner une date, dans un agenda parlementaire encore à construire.

## « Une catastrophe sanitaire »

« Il n'y a rien de plus qu'aux QAG », soupire Bruno Retailleau. « M. Attal n'a pas été précis sur le calendrier, mais il ne l'a été sur rien. Il veut se laisser le temps de bien reprendre tous les textes prévus cette année, avant de faire sa déclaration de politique générale fin janvier », explique un Olivier Marleix peu connu pour sa mansuétude avec les représentants de la Macronie.

L'élu donne une information importante sur ce rendez-vous. Cette réforme de l'AME – qui,

pour la gauche, ressemble à une suppression – devrait avoir une dimension législative et une autre réglementaire. « C'est difficile de tout mettre dans la loi. De ce que j'ai compris par exemple, le panier de soins serait plutôt dans le réglementaire, l'assiette des bénéficiaires plutôt dans le législatif, mais tout cela reste encore à cadrer », indique M. Marleix. Ce plan à la découpe serait-il une fa-

**« Monsieur Attal n'a pas été précis sur le calendrier [de réforme de l'AME], mais il ne l'a été sur rien »**

OLIVIER MARLEIX  
chef de file des députés LR

çon de présenter un projet de loi plus acceptable à des députés de la majorité très clivés sur le sujet ?

Avant le départ d'Elisabeth Borne, certains élus de l'aile gauche de la Macronie voyaient l'ex-première ministre passer seulement par des ajustements réglementaires, fondés sur les conclusions de la mission de Claude Evin et Patrick Stefanini, rendues début décembre 2023.

L'ancien ministre socialiste et l'homme de droite préconisent des restrictions d'accès à l'AME, mais en aucun cas sa suppression, jugée inefficace. « LR est dans la posture idéologique, court derrière l'extrême droite et nous fait perdre du temps », déplore le député MoDem du Finistère Erwan Balanant. L'élu (qui a voté contre la loi « immigration ») rappelle que Patrick Stefanini était favorable à la suppression de

l'AME avant de commencer ses travaux. « Mais il a travaillé sur le sujet depuis et entendu le personnel médical répéter que ça serait une folie de la supprimer. Les soignants parlent d'une catastrophe sanitaire », poursuit M. Balanant.

En mai, Gabriel Attal évoquait, lui aussi, l'avis des professionnels de santé pour défendre le dispositif sous sa formelle actuelle. « En plus de conserver les valeurs humanistes de la France, ils disent que pour des enjeux de sécurité sanitaire pour les Français, il faut garder un système qui soigne ces personnes présentes sur notre sol », plaidait Gabriel Attal, alors ministre des comptes publics, dans un entretien au Parisien. Les Républicains se feront un malin plaisir d'exhumer cette archive s'il ne tient pas son engagement. ■

ALEXANDRE PEDRO